PATRIMOINE. L'avis du commissaire enquêteur en charge de l'enquête publique sur l'alignement de la rue des Carmes voulu par la municipalité orléanaise vient de tomber. Il serait, selon des sources proches du dossier, négatif concernant l'alignement et positif concernant la piétonisation. Ce double avis, s'il est confirmé par le document écrit qui se trouve toujours coincé dans la tuyauterie préfectorale, sonnerait comme un véritable désaveu pour la municipalité à majorité UMP. *«J'espère profondément que ce rapport prend en compte ce que j'ai toujours défendu, à savoir que le tram circule rue des Carmes en site propre»*, confie Jean-Pierre Sueur qui dit ne pas avoir encore lu le fameux document. ([Lire la suite...](#))

«Quel gâchis ce serait d'avoir un tram qui coûte le double de la première ligne pour se retrouver coincé dans les bouchons», poursuit le sénateur socialiste qui avait posé, au sujet de la rue des Carmes, une question à Frédéric Mitterrand, ministre de la Culture. *«Il m'avait fait savoir qu'il n'avancerait aucun préjugement que ce soit quant à la décision finale»*.

Dans l'opposition municipale, on ne mâche pas sa satisfaction. *«J'accueille cette nouvelle avec joie et soulagement»*, indique Corinne Leveux-Teixeira, conseillère municipale socialiste et opposante à ce projet de destruction. *«C'est aussi une bonne nouvelle sur le fonctionnement des outils démocratiques avec un commissaire qui a travaillé de manière indépendante, démontrant qu'il n'y avait aucun intérêt public à cette opération. Ce que la municipalité tente de démontrer depuis le début»*.

L'avis du commissaire enquêteur qui fait suite à l'enquête publique n'est que consultatif. Il peut être ou non suivi par le préfet qui délivre un avis final. En cas de contestation fort probable, les riverains, regroupés au sein de l'association Aux Carmes citoyens, auraient cet argument de poids pour se présenter devant le tribunal administratif. *«Je ne vois pas le préfet assumer seul le fait d'aller à l'encontre d'un commissaire enquêteur et j'espère, que dans cette affaire, la raison va revenir et que l'on va enfin pouvoir parler de l'avenir de la rue des Carmes et non plus de sa destruction»*, conclut Corinne Leveux-Teixeira.

Autant dire que dans le cas contraire, le dossier des Carmes serait loin d'être bouclé.

Mourad Guichard